



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

19-10-2016

Ni négociable, ni amendable, le CETA doit être rejeté

Les 28 ministres du Commerce réunis en Conseil à Luxembourg ont renoncé à se prononcer sur le CETA.

CETA, pour Canada-EU Trade Agreement (Accord Économique et Commercial Global en français) est un vaste accord commercial négocié depuis 2009 entre le Canada et l'Union européenne dans le plus grand secret.

Le refus des parlements de Wallonie et de la région Wallonie-Bruxelles d'autoriser le gouvernement belge à signer ce traité oblige le Conseil de l'UE à ajourner le vote d'approbation. C'est une grande satisfaction pour les peuples, mais les États membres et la Commission ne cèdent pas pour autant et continueront leurs manœuvres politiques pour faire aboutir le traité.

Les mobilisations en Europe comme en Amérique du Nord et les récentes révélations sur le contenu des négociations en cours ont permis de révéler les dangers du TAFTA (Accord transatlantique entre l'Europe et les USA) et du CETA.

Les réserves récentes du gouvernement français sur le TAFTA ont cherché à apaiser la colère des citoyens, mais il s'obstine en soutenant le CETA pour les intérêts de quelques groupes du capital.

Le CETA est un très mauvais accord. Il doit être rejeté.

Le projet d'accord entre les États-Unis et l'UE (TAFTA) comporte les mêmes dispositifs que le CETA en termes de déréglementation des normes sociales, écologiques et alimentaires, casse des services publics et soumission des États aux marchés.

- **Le CETA est un véritable cheval de Troie du TAFTA**, les multinationales américaines pourraient imposer leurs règles en domiciliant des filiales au Canada pour faire jouer les règles capitalistes et utiliser les mécanismes pour attaquer les réglementations qu'elles jugeront défavorables.
- **C'est aussi l'importation nouvelle de 120 000 tonnes de viande bovine et porcine par an en Europe**, les élevages bovins et porcins, déjà extrêmement fragilisés, seront mis en concurrence avec des dizaines de milliers de tonnes de viande issue de fermes-usines qui entreront sur le marché sans droit de douane...
- **Des menaces pèsent également les services publics**, mais aussi sur la protection des droits d'auteur...
- **Ces projets d'accord de libre-échange visent à libéraliser encore davantage les échanges commerciaux** entre les États-Unis et l'Europe en démantelant les droits de douane et en affaiblissant les normes et réglementations qui protègent la santé des consommateurs, la qualité de l'alimentation, l'environnement ou encore les droits des travailleurs.

Cet accord est taillé par et pour les plus grandes entreprises multinationales.

Il s'agit d'aller bien plus loin que les accords de libre-échange classiques, de supprimer toutes les contraintes au développement du capital.

Le CETA comme le TAFTA incluent un volet d'ouverture à la concurrence des services et de tous les secteurs. L'objectif principal est d'accroître le commerce et les investissements transatlantiques entre l'Union européenne et le Canada (CETA) ou les États-Unis (TAFTA), ce sont surtout des accords politiques qui mettent en place des règles et des dispositifs pour construire un environnement

« légal » et des normes favorables à l'activité et aux profits juteux des entreprises multinationales.

Ces deux traités mettent un ensemble de mécanismes qui vont favoriser au mieux les multinationales qui pourront défaire systématiquement les obstacles au commerce et à l'investissement, mais également les lois et règles protégeant la santé, l'environnement ou encore l'emploi.

Cet accord donne la possibilité aux grands groupes industriels et financiers d'attaquer les États quand ils considéreront que les politiques et les décisions publiques entravent leur commerce.

Un État qui souhaiterait créer de nouvelles régulations pourrait se voir reprocher d'édicter des « barrières au commerce » et voir ses politiques être remises en cause. C'est un nouveau coup porté à l'indépendance des états déjà bien abimée par les accords supranationaux, et aux nations qui deviendraient totalement dépendantes et soumises aux directives du capital.

Ces deux projets d'accords reposent sur la rentabilité financière, l'optimisation fiscale, juridique, sociale, à l'érosion des droits des travailleurs...

L'économiste Thomas Porcher fait une mise en garde: *"Moins protégés, des pans entiers de l'industrie européenne risquent de tomber. Les négociations risquent aussi de remettre sur la table une grande partie de nos choix (interdiction des OGM, fracturation hydraulique...)."*

Washington veut décider de l'avenir de l'Europe et de la France.

Une concurrence féroce se livre entre grandes puissances impérialistes (États-Unis, États de l'Union Européenne, Japon, Chine et Russie).

Cette lutte, où tous les coups sont permis, entraîne des conséquences dramatiques pour la majorité de la population du globe (misère extrême, famine, manque de toit, extension des conflits armés, guerres etc.). Cette politique ne peut être combattue que par la lutte des peuples, l'ouverture d'une perspective révolutionnaire et la construction d'une société socialiste.

Notre parti et son candidat Antonio Sanchez ouvrent cette perspective.